

19.03.2019 - 11:55 Uhr

Harcèlement sexuel - le Conseil national veut en savoir plus

Bern (ots) -

Les chiffres disponibles sur le harcèlement sexuel datent de plus de dix ans. Le Conseil national veut savoir si le phénomène est à la hausse, à l'instar d'autres pays. Sa majorité, malgré l'opposition d'une UDC divisée, a choisi de soutenir le postulat du valaisan Matthias Reynard. Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et des travailleuses, est satisfaite de la volonté de la majorité de vouloir en savoir plus sur une réalité inacceptable.

A l'heure du mouvement #metoo, de la future grève féministe du 14 juin ou de la récente ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) par notre pays, Travail.Suisse estime que le Conseil national a été à la hauteur de la tâche que le peuple lui a confiée. Refuser d'en savoir plus sur le harcèlement sexuel, sous toutes ses formes, aurait été totalement irresponsable et indigne. « L'opposition obscurantiste du groupe UDC n'avait aucune chance, quand même une élue de leurs rangs comme la genevoise Céline Amaudruz, témoigne publiquement être concernée par le problème. » relève Valérie Borioli Sandoz, responsable de la politique de l'égalité chez Travail.Suisse.

Le harcèlement sexuel en Suisse existe, mais les chiffres sont anciens. Le harcèlement sexuel a évolué, et on ne connaît pas l'ampleur du harcèlement de rue par exemple, dont les femmes sont victimes au quotidien. Le postulat déposé en septembre dernier par le national Matthias Reynard demandait au Conseil fédéral d'en savoir plus, ce que ce dernier avait accepté.

La majorité du Conseil national a suivi la recommandation de vote du gouvernement et décidé d'en savoir plus. On saura bientôt si en Suisse, la tendance de ce phénomène est à la hausse, à l'instar de ce qu'il se passe dans d'autres pays, comme le Canada ou la France où des études récentes ont confirmé qu'un tiers des femmes subit un harcèlement sexuel sur leur lieu de travail.

Contact:

Valérie Borioli Sandoz, Responsable Politique de l'égalité, 079 598 06 37

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100826043> abgerufen werden.